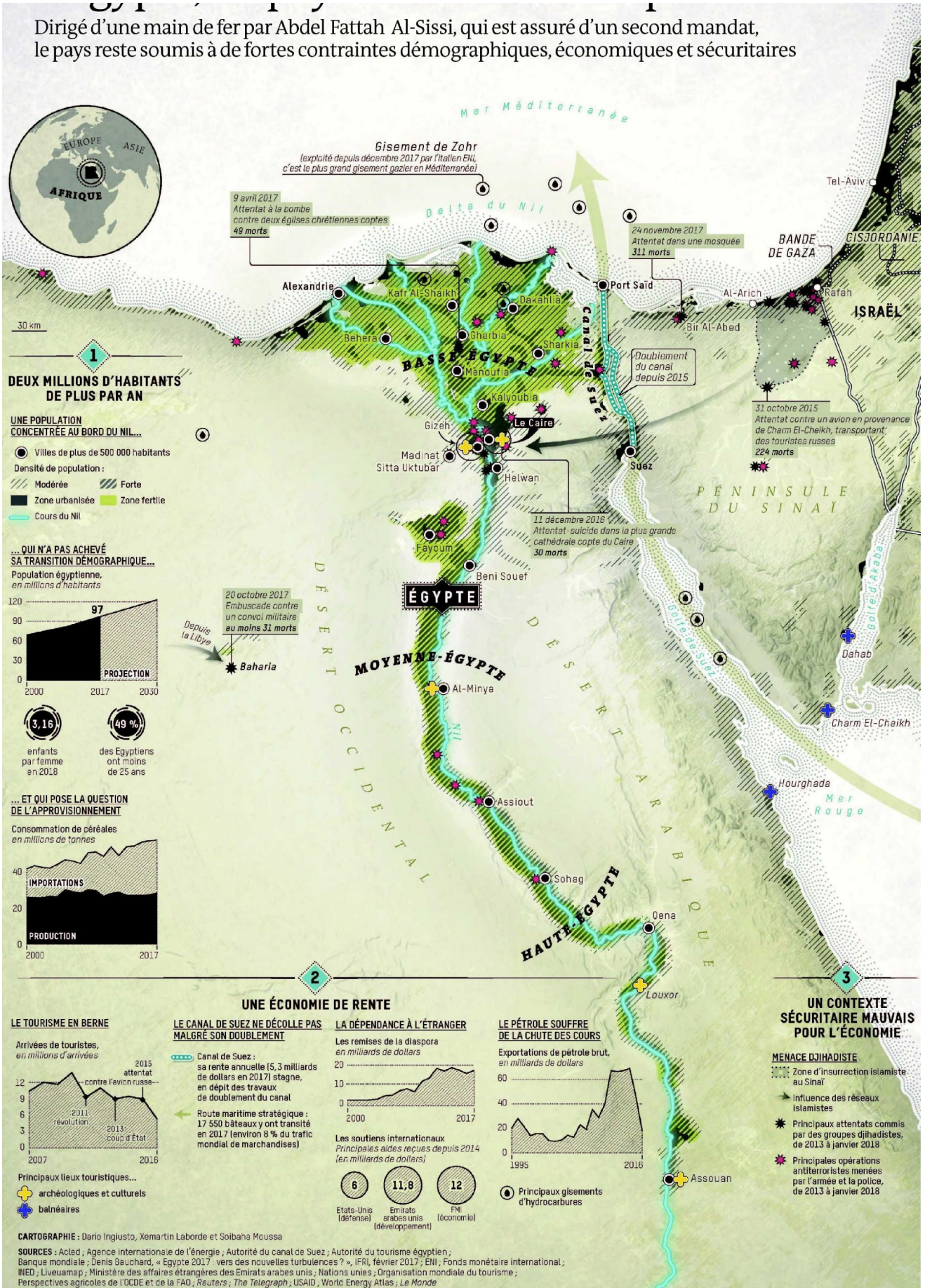


L'Égypte, un pays à l'étroit et sous pression

Dirigé d'une main de fer par Abdel Fattah Al-Sissi, qui est assuré d'un second mandat, le pays reste soumis à de fortes contraintes démographiques, économiques et sécuritaires



Alaa El Aswany « Le même régime militaire est au pouvoir depuis 1952 »

Alors que l'Égypte se prépare à un scrutin présidentiel sans surprise fin mars, l'écrivain, très critique vis-à-vis du gouvernement, estime que la révolution de 2011 se poursuit de manière souterraine, malgré la répression policière et le musellement des médias

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR HÉLÈNE SALLON

Mondialement connu depuis le roman *L'Immeuble Yacoubian* (Actes Sud, 2006), l'écrivain égyptien Alaa El Aswany est un commentateur engagé de la vie politique de son pays. Fervent soutien de la révolution du 25 janvier 2011 qui a renversé le président Hosni Moubarak, ce dentiste francophone de 60 ans – il exerce toujours dans la banlieue du Caire – est aujourd'hui une voix critique du président Abdel Fattah Al-Sissi. Cette opposition lui vaut d'être censuré dans les médias égyptiens. Son dernier roman, *Al-Goumhouria ka'enna* (« La République comme si », Dar Al-Adab, Beyrouth, 2017, à paraître en français chez Actes Sud), a été interdit en Égypte.

L'élection présidentielle de mars devrait, sans surprise, conduire à la réélection du président Abdel Fattah Al-Sissi. Quel bilan faites-vous de son premier mandat ?

Je ne suis pas certain que l'on puisse parler d'élection quand le candidat de l'État monopolise tout, des médias à la police et à l'armée. Les autres candidats n'ont aucune chance. On l'a bien vu avec le retrait de la candidature du général Ahmed Chafik, victime de pressions, et l'arrestation du général Sami Anan.

Je suis par principe contre la dictature. Il faut tirer les leçons de l'histoire. Chaque dictature a débuté en apportant des projets qui amélioreraient la vie des gens, mais a connu une fin catastrophique. Tous les Égyptiens ne partagent pas cette vision. Nombreux peuvent pardonner le fait qu'un seul monopolise le pouvoir s'il apporte des changements positifs à la société. C'était le cas avec Nasser [président de 1956 à 1970], le fondateur de la dictature égyptienne, qui est très populaire en Égypte.

Dans son *Discours de la servitude volontaire*, Étienne de La Boétie décrit comment, dans un pays qui vit sous la dictature, privé de liberté, émerge toujours une nouvelle génération qui a des rêves, comme les jeunes Arabes qui ont fait la révolution en 2011. La révolution n'a pas pris le pouvoir en Égypte, pas même un jour. Le Conseil suprême des forces armées a tout fait pour garder l'ancien régime et détruire l'image de la révolution. Le pouvoir des Frères musulmans, avec le président Mohamed Morsi élu en 2012, avait un aspect fasciste qui a terrorisé les gens. Puis est apparu un héros issu de l'armée – adorée des Égyptiens –, qui a promis de protéger le peuple, mais a dit que le moment n'était pas venu pour la démocratie et les droits de l'homme. La majorité a choisi la sécurité contre la liberté.

Les acquis de la révolution de 2011 ont-ils été remis en question ?

On ne peut pas dire cela. La révolution est une ligne, pas un point. Ce n'est pas un coup d'État, c'est un changement de vision du monde. Même les gens qui sont aujourd'hui contre la révolution ne sont plus les mêmes grâce à elle. Je reste optimiste : six-sept ans de gouvernement antirévolutionnaire, ce n'est pas la fin du monde. Le changement va se poursuivre.

Quels changements de fond la révolution a-t-elle apportés ?

Le moment où [l'ex-président] Hosni Moubarak a été jugé [son premier procès s'est tenu en août 2011] – même si je ne suis pas satisfait de ce procès – a été un vrai phénomène. Le jour où on l'a vu derrière les barreaux, où le juge lui a demandé « Quel est votre nom ? » et qu'il a répondu « Mohammed Hosni Moubarak » a marqué la fin d'une époque et le commencement d'une autre. Les gouvernements du Golfe étaient prêts à payer pour éviter un

procès, car cette désacralisation est dangereuse pour eux. Jusqu'alors, le président incarnait le père, le chef de tribu, le symbole de la nation. Il n'en était plus rien. Ces régimes ont été dépassés. Ils vont tomber, peut-être pas demain, mais c'est terminé pour eux.

Certains disent que le président Sissi incarne une dictature plus dure encore que celle d'Hosni Moubarak...

C'est le même régime militaire qui est au pouvoir depuis 1952 en Égypte, seules les personnalités changent. Il n'y a qu'une différence d'intensité, pas de nature. La culture militaire est très utile en temps de guerre où l'ordre ne doit pas être remis en cause mais, transposée à un cadre civil, le résultat est toujours catastrophique. La culture militaire ne peut pas comprendre que vous ne soyez pas d'accord. Les gens de l'opposition sont considérés comme des ennemis à détruire. Depuis 1952, l'opposition égyptienne, Frères musulmans inclus, a été traitée en ennemi. On détruit leur réputation, on les insulte à la télévision, on les accuse d'être des agents de la Turquie, du Mossad ou de la CIA pour que les gens les considèrent en ennemis, comme moi.

Il n'y a plus de liberté d'expression ?

M. Sissi l'a lui-même dit : on ne peut pas appliquer la démocratie avant vingt ans. C'est ce que l'on observe avec la loi anti-manifestation. Je connais beaucoup de jeunes qui ont pris cinq ans de prison pour avoir manifesté avec une pancarte contre le régime. Le régime monopolise tous les médias. Personne ne peut parler à la télévision sans sa permission. Ils ont créé une vérité alternative, et vous pouvez être attaqué dans la rue à cause de fausses accusations. Quand vous répétez constamment aux gens que les jeunes révolutionnaires ont été payés par la CIA pour détruire le régime, beaucoup vont le croire.

Le président Sissi connaît tout de même une baisse de popularité...

Ce n'est pas significatif pour moi. Je respecte le peuple, qui souffre car la vie est devenue très chère, mais ça ne va pas apporter un changement. La conscience révolutionnaire, c'est le mécontentement de ne pas participer au pouvoir, que sa voix ne compte pas. Le changement, je l'ai vu pendant la révolution, quand des nantis acceptaient l'idée d'aller en prison pour des principes. Aujourd'hui, le régime exerce une pression sur les pauvres sans s'en inquiéter; la machine répressive peut arrêter tout le monde. C'est dangereux. Il y a un risque d'émeutes sociales, mais ce ne sera pas la révolution.

La répression n'a-t-elle pas tué les vellétés de changement des révolutionnaires ?

Lors de la révolution de 2011, entre 10 et 20 millions de personnes sur 90 millions sont descendues dans la rue, selon CNN. Ces gens n'étaient pas contents du régime militaire de Moubarak, mais n'avaient pas une idée précise de ce qu'ils voulaient. Ils avaient seulement conscience de la nécessité d'un vrai changement en Egypte : dignité, liberté, pain et justice sociale. Cette aspiration demeure, car la révolution est comme une religion pour laquelle on accepte de risquer sa vie. Je suis très fier des jeunes révolutionnaires, car, même seuls, attaqués dans les médias et arrêtés, ils conservent ce rêve et font du mieux qu'ils peuvent.

Certains disent que la révolution a suscité le goût du débat chez les jeunes...

Oui, les jeunes aujourd'hui ont une vision plus libérale. Ils veulent comprendre, discuter. Les jeunes révolutionnaires me respectent, car j'ai contribué à leur ouvrir l'horizon, mais ils ne sont pas d'accord avec tout ce que je dis et ils viennent en discuter avec moi. Ça me plaît qu'ils appliquent les idées de la révolution à leur propre vie. Plus largement, parmi les jeunes, il y a une ouverture, des débats naissent sur tous les sujets, que ce soit le voile, la sexualité, l'homosexualité. Ce n'était pas le cas avant. Les jeunes ont conscience que c'est à eux de changer le pays, qu'il ne faut pas attendre que d'autres le fassent. La littérature est aussi dans ce combat, elle est une autre face de la révolution. Il y a un régime qui a tout, nous n'avons que notre plume et nos idées. Moi, j'ai la chance d'être traduit dans trente langues et cent pays, mais les jeunes sont mis en prison. Ils restent déterminés à faire ce changement.

On observe, dans le même temps, un retour très fort du conservatisme au sein de la société comme au pouvoir...

Des cheikhs interprètent l'islam avec une vision vieille de dix siècles. Les interprétations doivent s'inscrire dans le contexte actuel et la culture civile. L'Etat doit être séparé de la religion. Or, l'Egypte protège l'islam en jugeant des gens pour leurs idées. Le sécularisme a existé de 1923 à 1954, jusqu'à l'instauration du régime militaire. Il est classique qu'une dictature ait un rapport fort avec la religion.

La répression a été particulièrement féroce contre les Frères musulmans. Trouvez-vous cela justifié ?

Dans la presse occidentale, il y a une confusion. Mohamed Morsi [*le chef de la confrérie islamiste des Frères musulmans a été le premier président élu démocratiquement en Egypte, en juin 2012, puis renversé par l'armée, le 3 juillet 2013, à la suite d'un vaste mouvement populaire*] a été un président élu quelles que soient les questions pesant sur son élection. J'ai moi-même écrit des articles pour le soutenir. Mais, en novembre 2012, il a fait passer un décret constitutionnel qui a mis les décisions présidentielles au-dessus de la loi. Si M. Macron faisait cela, les Français réagiraient. Le 30 juin 2013, j'ai participé aux manifestations contre M. Morsi qui demandaient des élections présidentielles anticipées, pas plus. On n'avait plus confiance en lui. Il a refusé. L'armée est intervenue. Jusque-là, je ne regrette rien, car c'était un fasciste religieux et islamiste. Le sit-in de ses partisans à Rabaa devait être évacué. Ce qui ne veut pas dire qu'il fallait perpétrer un massacre et tuer près de 1 000 personnes [*les 14-16 août 2013*]. Je suis contre les violations des droits de l'homme, Frères musulmans inclus.

Etes-vous partisan d'une réconciliation avec les Frères musulmans ?

Une réconciliation voudrait dire qu'on n'applique pas la loi. La relation entre les Frères musulmans et l'armée est bien plus compliquée qu'on ne le croit. Depuis 1952 et Nasser, ils entretiennent une relation amoureuse. Les militaires les utilisent contre les forces démocratiques, puis les emprisonnent et se réconcilient. Le cycle se répète. Ces deux forces sont deux faces du même fascisme. Je suis moi-même à la fois attaqué par les islamistes et par les agents du régime.

La France est peu critique envers le régime Sissi. Vous le déplorez ?

Comme il y a deux Egypte, il y a deux France. La France que j'aime, dont j'ai étudié la langue, l'ouverture et la culture. Les Français nous ont soutenus pendant la révolution. Et il y a le gouvernement qui, lui, défend les intérêts du pays. Je n'attends pas grand-chose d'un pays qui ne défend que ses intérêts. C'est triste que les hommes politiques ne voient pas que la puissance de la France, c'est sa culture et d'être un grand pays pour les droits de l'homme. En même temps, je n'ai pas à demander aux autres de faire ce qui est de mon devoir. Si on a des problèmes en Egypte, c'est aux Egyptiens de trouver les solutions. ■

« Portrait d'un chanteur soufi »

d'Ammar Abo Bakr, fresque-performance réalisée le 16 janvier 2015 sur la façade de l'Institut du monde arabe (Paris).
AMMAR ABO BAKR

Ammar Abo Bakr

Né à Louxor, en 1980, Ammar Abo Bakr étudie à l'Institut des beaux-arts de la ville, puis y enseigne. Converti au street art, il part pour le Caire lorsque éclate la révolution égyptienne en janvier 2011. Il dessine alors d'immenses fresques près de la place Tahrir, où se déroulent manifestations et affrontements avec les forces de l'ordre. Chargés de symboles et de revendications, les peintures et graffitis aux couleurs vives d'Ammar Abo Bakr font sa renommée. Le street art « met l'art en mouvement », dit-il, comme une manifestation, mais sur un mur. Après s'être exprimé sur les façades du Caire, de Louxor et d'Alexandrie, il peint des fresques à Beyrouth, Francfort, Berlin, Amsterdam, Bruxelles... A Paris, il réalise, en direct, le tableau géant figurant ci-dessus, pour le Forum sur les renouveaux du monde arabe. « En représentant le soufisme, branche éclairée de l'islam encore méconnue, Ammar Abo Bakr rappelle, à l'heure des amalgames, que l'islam est multiple », commentera alors Jack Lang, président de l'IMA.